



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

portant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation  
du centre de production d'éco-matériaux par la société ENVISAN  
à La Seyne-sur-mer.

**Le Préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V ;

Vu la décision d'exécution 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles, relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT), parue au journal officiel de l'union européenne le 17 août 2018 ;

Vu le décret du président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-67 / MCI du 30 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Serge JACOB, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, modifié, relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, approuvé le 15 octobre 2019, schéma intégrateur se substituant, notamment, au plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et au schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé le 26 novembre 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 portant autorisation d'exploiter un centre de production d'éco-matériaux (CPEM), par la société ENVISAN, à La Seyne-sur-mer, zone portuaire de Brégaillon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 portant des prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2013 ;

Vu le dossier de demande de modification du 10 juillet 2018 et son avenant du 14 décembre 2018 ainsi que le dossier de porter à connaissance du 4 décembre 2018, relatifs à la modification des activités du centre de production d'éco-matériaux susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2019 portant mise en demeure la société ENVISAN de déposer un dossier de réexamen, en application de la décision d'exécution 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018 susvisée ;

Vu le dossier de réexamen correspondant, reçu le 14 février 2020 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur - unité départementale du Var, du 21 septembre 2020 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant à la lettre du 13 octobre 2020, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que la société ENVISAN demande la modification des prescriptions relatives à l'extension de la zone de chalandise à l'ensemble des pays du bassin méditerranéen, à la gestion des déchets par lots, à l'aménagement de l'auto-surveillance des rejets des eaux résiduelles et au réexamen des rubriques de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant ne constituent pas des modifications substantielles au titre de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'acter, par voie de prescriptions complémentaires, les modifications demandées par l'exploitant, en application des dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté préservent les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE :**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La SAS ENVISAN FRANCE, dont le siège social est situé 795, avenue de la 1ère Armée Rhin Danube, (83500) La Seyne-sur-mer, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter, à cette même adresse les lots 1, 2 et 3 – ZIP de Brégaillon, les installations de son Centre de Production d'Eco-Matériaux (CPEM) détaillées dans les articles ci-après.

### **ARTICLE 1.1.2. CHAMP ET PORTÉE DU PRÉSENT ARRÊTÉ – ABROGATION DES PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURES**

Au sens de l'article R515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale IED est la rubrique 3532 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont celles relatives au BREF WT « traitement des déchets ».

Les prescriptions du présent arrêté concernant, notamment, la prise en compte des meilleures techniques disponibles (MTD) à la suite de la publication du BREF relatif au traitement de déchets, et se substituent à toutes les autres dispositions existantes à la date de parution du présent arrêté et contraires, sauf mention explicite dans le présent arrêté, traitant du sujet dans d'autres arrêtés préfectoraux.

La SAS ENVISAN France est tenue de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles ci-après à partir du 17 août 2022.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées :

- Arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 ;
- Arrêté préfectoral du 30 mars 2016.

### **ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent, également, aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration, sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement, dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement, sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement, dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

### **ARTICLE 1.1.4. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS**

Sans objet.

## CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)
2515-1 a)	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 550 Kw	Module de traitement complétant les procédés de séparation granulométrique des matériaux minéraux valorisables : puissance totale de 750 Kw	E
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant :  2) supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 30 000 m <sup>2</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 12530 m<sup>2</sup> au niveau de la lagune de réception des matériaux minéraux humides</li> <li>• 5833 m<sup>2</sup> au niveau de la zone dite « de traitement et de stockage temporaire » destinée à recevoir les matériaux minéraux</li> <li>• 3034 m<sup>2</sup> au niveau de la zone dite « prototype d'éco-modèles paysagers »</li> <li>• 365 m<sup>2</sup> au niveau du quai d'accostage</li> </ul> soit une superficie totale de : 21762 m <sup>2</sup>	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1) supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 11500 m<sup>3</sup> au niveau de la lagune de réception des matériaux minéraux humides</li> <li>• 15000 m<sup>3</sup> de matériaux minéraux au niveau de la zone dite « de traitement et de stockage temporaire »</li> </ul> soit un volume total de matériaux minéraux valorisables de 26 500 m <sup>3</sup>	E
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1) supérieure ou égale à 10 t/j	L'ensemble des traitements effectués sur les matériaux minéraux valorisables (séparation granulométrique/lagunage/actif/déshydratation/bioremédiation/immobilisation/stabilisation) permet en cadence totale de pointe de traiter 3200 t/j.	A-2
3532	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - traitement du laitier et des centres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants. Rubrique principale IED	Traitement biologique (bioremédiation) effectué sur les matériaux minéraux en vue de leur valorisation ; la capacité maximale étant de 3200 t/j.	A-3

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)
4130-2-a)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. <b>2. Substances et mélanges liquides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Emploi et stockage en quantité maximale de 22 T d'acide sulfurique	A-1
4620-1	Substances et mélanges qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables, catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1- Supérieure ou égale à 100 t	Stockage et emploi de chaux vive en quantité maximale de 272 t.	A-1
4741-2	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5% de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t	Emploi et stockage d'hypochlorite de sodium (eau de javel) en quantité maximale de 36 t	DC
2719	Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m³.		D
1630-2	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage des lessives de)  Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	Emploi et stockage de 26 t de soude.	NC

(1) **A** : Autorisation ; **E** : Enregistrement ; **D** : Déclaration ; **NC** : Non classable.

## ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dit suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
LA SEYNE-SUR-MER	n° 23DP, 79 DP (en partie), 80 DP (en partie), 27 DP (en partie) – Section BX au plan cadastral.	Zone Industrielle Portuaire (ZIP) de Brégaillon Nord

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées sur le plan de masse de l'établissement n°ENF689-1-ICPE-SIT-001, au 1/500<sup>e</sup>, figurant au dossier de la demande d'autorisation.

### **ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION**

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et, plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 34 052 m<sup>2</sup>.

### **ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

Les installations sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation.

## **CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service, dans un délai de trois ans, ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES**

### **ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières, définies dans le présent arrêté, s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, mentionnées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

L'objet du montant des garanties financières est de permettre de faire face au coût des opérations suivantes (cf. l'article R516-2-IV-5° du code de l'environnement) :

- Mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R512-39-1 et R512-46-25 ;

- Dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R516-2-VI du code de l'environnement, mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines.

L'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixe les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières ci-dessus.

#### **ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant total des garanties à constituer pour la mise en sécurité de l'installation est de **2 948 147 euros TTC**.

Ce montant est établi sur la base de l'indice TP 01 de juin 2020 (108,8) et d'une TVA de 20 %.

#### **ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. Ce document est établi selon un modèle défini par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé des installations classées (cf les dispositions de l'article R516-2-III du code de l'environnement).

Cet arrêté ministériel est, au jour de la rédaction du présent arrêté, l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance (cf. l'article R516-2-V du code de l'environnement).

À cette fin, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance des garanties financières en cours, un nouveau document, établi conformément au modèle réglementaire en vigueur, attestant le renouvellement de celles-ci.

#### **ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'actualisation des garanties financières est effectuée par l'exploitant conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Au jour de la rédaction du présent arrêté, la réglementation en vigueur est constituée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, notamment l'article 6, relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

#### **ARTICLE 1.5.6. MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant des garanties financières pourra être modifié conformément aux dispositions réglementaires applicables, notamment les articles R516-5 et R516-5-2 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

#### **ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières, conformément aux dispositions réglementaires applicables :

- Lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- Pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- Pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du code de l'environnement ;
- Pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pas pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessous :

- Soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant, mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- Soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- Soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### **ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES**

La levée de l'obligation de garanties financières est effectuée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R512-39-1 à R512-39-3 du code de l'environnement par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### **ARTICLE 1.5.10. GESTION DES PRODUITS DANGEREUX ET DES DÉCHETS DANGEREUX OU NON DANGEREUX**

Attendu que le montant des garanties financières est notamment fixé en fonction de la quantité de ces matières les dispositions suivantes sont à respecter.



L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère dangereux ou non des produits et déchets présents sur son site et qu'à chaque instant la quantité :

- de produits dangereux présents sur le site est limitée à 0 t ;
- de déchets dangereux présents sur le site est limitée à 1 t ;
- de déchets non dangereux présents sur le site est limitée à 22 000 t ;
- de déchets inertes présents sur le site est limitée à 18 500 t.

Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux ou les déchets dangereux ou non que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit. Pour ces produits ou déchets, l'exploitant doit être en mesure de justifier par des éléments probants de la réalité de leur vente potentielle ou enlèvement à coût nul.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les factures ou tout autre document probant justifiant du coût des produits dangereux et déchets qu'il fait éliminer.

## **CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.6.3. EQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.2. du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L516-1 du code de l'environnement, la demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

## ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R512-39-1 à R512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage non sensible correspondant aux activités susceptibles d'être exercées dans la zone industrielle portuaire.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

## CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

### ARTICLE 1.7.1. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions des textes visés ci-dessous (liste non exhaustive) :

23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
02/02/1998	Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement.
23/12/1998	Arrêté du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 ».
29/07/2005	Arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
07/07/2009	Arrêté du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
11/03/2010	Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.
04/10/2010	Arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
31/05/2012	Arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement.
30/07/2012	Arrêté du 30/07/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2719 (installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles).
26/11/2012	Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

10/12/13	Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
12/12/2014	Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'acceptation des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
10/08/2018	Décision d'exécution 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets.
06/06/2018	Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18).
17/12/2019	Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

## CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

### ARTICLE 1.8.1. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Il est notamment rappelé que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L 112-7 du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'à l'article 47 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002.

---

## TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- Gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;

- Prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **ARTICLE 2.1.3. MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL**

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :

1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;
4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :
  - a) Organisation et responsabilité ;
  - b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
  - c) Communication ;
  - d) Participation du personnel ;
  - e) Documentation ;
  - f) Contrôle efficace des procédés ;
  - g) Programmes de maintenance ;
  - h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;
  - i) Respect de la législation sur l'environnement ;
5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :
  - a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;
  - b) Mesures correctives et préventives ;

c) Tenue de registres ;

d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;
7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;
8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
10. Gestion des flux de déchets ;
11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux ;
12. Plan de gestion des résidus ;
13. Plan de gestion des accidents ;
14. Plan de gestion des odeurs ;
15. Plan de gestion du bruit et des vibrations.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.

Les installations, dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n°1221/2009 du parlement européen et du conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité, sont réputées conformes à ces exigences.

## **CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

### **ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, sont mis en place en tant que de besoin.

### **ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture..). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement..).

## **CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

### **ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Pour ce faire, il transmet immédiatement à l'inspection des installations classées la Fiche GP/DT annexée au présent arrêté.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;

- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

---

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes :

- a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ;
- b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ;
- c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération.

Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- Les surfaces où cela est possible sont végétalisées ;
- Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **ARTICLE 3.1.5. TECHNIQUES DE REDUCTIONS DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES DIFFUSES**

L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :



	Technique	Description	Applicabilité
a	Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses	Cela inclut des techniques telles que : - une conception appropriée des tuyauteries ; - le recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes ; - la limitation de la hauteur de chute des matières ; - la limitation de la vitesse de circulation ; - l'utilisation de pare-vents.	Applicable d'une manière générale.
b	Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité	Cela inclut des techniques telles que :  - des vannes à double garniture d'étanchéité ou équipements d'efficacité équivalente ; - des joints d'étanchéité à haute intégrité (garnitures en spirale, joints toriques) pour les applications critiques ; - des pompes/compresseurs/agitateurs équipés de joints d'étanchéité mécaniques au lieu de garnitures d'étanchéité ; - des pompes/compresseurs/agitateurs à entraînement magnétiques ; - des connecteurs pour flexibles, pinces perforantes, têtes de perçage, etc. appropriés, par exemple pour le dégazage des DEEE contenant des HFC ou des HCV.	L'applicabilité peut être limitée dans le cas des unités existantes, en raison de contraintes d'exploitation.
c	Prévention de la corrosion	Cela inclut des techniques telles que : - le choix approprié des matériaux de construction ; - le revêtement intérieur ou extérieur des équipements et l'application d'inhibiteurs de corrosion sur les tuyaux.	Applicable d'une manière générale.
d	Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses	Cela inclut des techniques telles que : - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.	L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.
e	Humidification	Les sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (par exemple, stockage des déchets, zones de circulation et procédés de manutention à ciel ouvert) sont humidifiées au moyen d'eau ou d'une brumisation.	Applicable d'une manière générale.
f	Maintenance	La maintenance consiste notamment : - à garantir l'accès aux équipements susceptibles d'être à l'origine de fuites ; - à contrôler régulièrement les équipements de protection tels que rideaux à lamelles et portes à déclenchement rapide.	Applicable d'une manière générale.

	Technique	Description	Applicabilité
g	Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets	Le nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets consiste notamment à nettoyer régulièrement et dans leur intégralité la zone de traitement des déchets (halls, zones de circulation, zones de stockage, etc.), les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs.	Applicable d'une manière générale.
h	Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)	Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et appliqué, selon une approche proportionnée aux risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés.	Applicable d'une manière générale.

### CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Sans objet (il n'y a aucun rejet canalisé).

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- 30 000 m<sup>3</sup>/an en provenance du réseau public d'alimentation en eau.

#### ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX

Sans objet.

#### ARTICLE 4.1.3. TECHNIQUES D'OPTIMISATION DE LA CONSOMMATION D'EAU ET DE REDUCTION DES REJETS

L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :

	Technique	Description	Applicabilité
a	Optimisation de la consommation d'eau	La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes : - des plans d'économies d'eau ; - une optimisation de la consommation d'eau de lavage ; - une réduction de la consommation d'eau pour la production de vide.	Applicable d'une manière générale.

	Technique	Description	Applicabilité
b	Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites	Une surveillance régulière des fuites est mise en place, les équipements sont réparés et le recours à des éléments enterrés est réduit au minimum. Le cas échéant, pour les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, un confinement secondaire des éléments enterrés est mis en place.	L'utilisation d'éléments en surface est applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Elle peut toutefois être limitée par le risque de gel.  L'installation de confinements secondaires peut être limitée dans le cas des unités existantes.
c	Séparation des flux d'eaux	Tous les effluents aqueux sont collectés. Les eaux de procédé et les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les surfaces imperméables, sont collectées séparément par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018.  Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de collecte des eaux.
d	Remise en circulation de l'eau	Les flux d'eau sont remis en circulation dans l'unité, après traitement si nécessaire. Le taux de remise en circulation est limité par le bilan hydrique de l'unité, la teneur en impuretés ou les caractéristiques des flux d'eau.	Applicable d'une manière générale.
e	Surface imperméable	Le sol des aires et des locaux de réception, manutention, stockage, traitement et expédition des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Applicable d'une manière générale.
f	Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs	Les cuves et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis des équipements suivants : - détecteurs de niveau ; - trop-pleins s'évacuant dans un système de drainage confiné (c'est-à-dire un confinement secondaire ou un autre conteneur) ; - confinement secondaire approprié des cuves contenant des liquides ; le volume étant normalement suffisant pour supporter le déversement du contenu de la plus grande cuve dans le confinement secondaire ; - systèmes d'isolement des cuves, des citernes et du confinement secondaire.	Applicable d'une manière générale.  Cette technique est mise en œuvre pour les unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018.
g	Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets	Les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés et traités dans des espaces couverts.	L'applicabilité peut être limitée lorsque les zones de stockage et de traitement sont supérieures à 100 m².
h		La zone de traitement des déchets est équipée d'une infrastructure de drainage.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août

	Technique	Description	Applicabilité
	Infrastructure de drainage appropriée	L'eau de pluie tombant sur les zones de traitement et de stockage est recueillie dans l'infrastructure de drainage, avec les eaux de lavage, les déversements occasionnels, etc., et, en fonction de sa teneur en polluants, est remise en circulation ou acheminée vers une unité de traitement ultérieur.	2018.  Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de drainage des eaux.
i	Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement	Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.  Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018.  Pour les unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par des contraintes d'espace et par la configuration du système de collecte des eaux.

#### **ARTICLE 4.1.4. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

##### **Article 4.1.4.1. Protection des eaux d'alimentation**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

##### **Article 4.1.4.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage**

Sans objet.

#### **ARTICLE 4.1.5. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SECHERESSE**

Sans objet.

### **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Afin de limiter la production d'effluents aqueux et de réduire l'utilisation d'eau l'exploitant :

- réutilise dans la mesure du possible et selon leurs caractéristiques les eaux de procédés et autres flux aqueux ;
- collecte séparément les flux issus du ruissellement de surface et du lixiviat des déchets traités. Pour les installations existantes, cette disposition s'applique dans la limite des contraintes liées à la disposition des circuits d'eau.

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1. ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

#### **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux pluviales ruisselant sur le site, après éventuellement avoir percolé au travers des déchets présents sur la zone dite de traitement et de stockage temporaire ;
- Les eaux polluées industrielles : eaux issues de la zone de lagunage actif des sédiments ;
- Les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches de la base vie du site.

#### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement, ou de pré-traitement, des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

#### ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux polluées industrielles
Mode de rejet	Par bâchée ou continu
Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> /j)	1200 m <sup>3</sup> /j
Débit maximum horaire (m <sup>3</sup> /h)	50 m <sup>3</sup> /h
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Passage dans la station d'épuration du site pour un traitement de type physico-chimique
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Mer Méditerranée

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement public
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine du Cap Sicié

## **ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET ABOUTISSANT AU POINT DE REJET N° 1**

### **Article 4.3.6.1. Conception**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

### **Article 4.3.6.2. Aménagement**

#### **4.3.6.2.1 Aménagement du point de prélèvement**

Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant..).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### **4.3.6.2.2 Section de mesure**

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

### **Article 4.3.6.3. Equipements**

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

## **ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : 30 °C au plus ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

## **ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL AU NIVEAU DU POINT DE REJET N° 1 (cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5)

Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émissions aqueuses indiquées ci-après désignent des concentrations (masse de substances émise par volume d'eau) exprimée en µg/L ou en mg/L.

Sauf indication contraire, les périodes d'établissement des valeurs limites d'émissions correspondent à l'un des deux cas suivants :

1. En cas de rejets continus, il s'agit de valeurs moyennes journalières, c'est-à-dire établies à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit prélevés sur 24 heures ;
2. En cas de rejets discontinus, les valeurs moyennes sont établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet.

Il est possible d'utiliser des échantillons moyens proportionnels au temps, à condition qu'il puisse être démontré que le débit est suffisamment stable.

Toutes les valeurs limites d'émissions pour les émissions dans l'eau s'appliquent au point de sortie des effluents de l'installation.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu naturel (mer Méditerranée), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

<b>Débit maximal : 50 m³/h soit 1200 m³/j</b>		
Paramètres	Concentration moyenne Journalière mg/l ou µg/l	Flux maximal journalier kg/j
MES totales	60	72
COT	60	72
DBO <sub>5</sub>	30	36
Azote Global (NO <sub>2</sub> + NO <sub>3</sub> + NH <sub>4</sub> + Azote organique)	25	30
Phosphore total	2	2,4
Hydrocarbures totaux	10	12
Arsenic	0,05	0,06
Plomb et ses composés	0,1	0,12
Cuivre et ses composés	0,5	0,6
Chrome et ses composés	0,15	0,18
Nickel et ses composés	0,5	0,6
Zinc et ses composés	1	1.2
Mercure	5 µg/l	6 µg/l
Cadmium	0,05	0,06
Métaux totaux (*)	15	18
Somme Al + Fe	5	6
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16) <sup>1</sup>	0,05	0,06
Polychlorobiphenyles PCB (7) <sup>2</sup>	0,05	0,06
Tributylétains (TBT), Dibutylétains (DBT) et Monobutylétains (MBT)	0,001	0,0012
(*) Les métaux totaux sont la somme des concentrations en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.		



1) Les 16 HAP concernés sont : le Fluoranthène, le Benzo (b) fluoranthène, le Benzo (k) fluoranthène, le Benzo (a) pyrène, l'Indéno (1,2,3 – cd) pyrène, le Benzo (g,h, i) pérylène, le Naphtalène, l'Acénaphthylène, l'Acénaphtène, le Fluorène, le Phénanthrène, l'Anthracène, le Pyrène, le Benzo (a) anthracène, le Chrysène, le Dibenzo (a, h) anthracène.

2) les 7 PCB congénères sont : 28 – 52 – 101 – 118 – 138 – 153 – 180.

#### **ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES AU NIVEAU DU POINT DE REJET N° 2 (cf repérage du rejet au paragraphe 4.3.5)**

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

---

### **TITRE 5 - DÉCHETS**

---

Les dispositions du présent titre ne s'appliquent qu'aux déchets engendrés par l'exploitation des installations (les déchets apportés sur le site en vue de leur traitement ne sont pas concernés par celles-ci).

#### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

##### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie, compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

##### **ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS**

Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R543-3 à R543-15 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R543-66 à R543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R543-137 à R543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R543-195 à R543-201 du code de l'environnement.

### ARTICLE 5.1.3. FLUX DE DÉCHETS

L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :

Procédure		Description
a	Caractérisation et acceptation préalable des déchets	Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.
b	Procédures d'acceptation des déchets	Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.
c	Système de suivi et d'inventaire des déchets	Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.
d	Système de gestion de la qualité des flux sortants	Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.

Les procédures sont proportionnées aux risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

Pour les installations de traitement biologique par compostage, le contenu de la procédure d'acceptation préalable et d'acceptation est fixé aux articles 10 et 11 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé.

#### **ARTICLE 5.1.4. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution : prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets, susceptibles de contenir des produits polluants, sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée maximale de stockage des déchets devant faire l'objet d'un traitement sur le CPEM ne dépasse pas 3 ans.

Les aires de réception, d'entreposage et de traitement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.

Les lots de matériaux sont identifiés par des panneaux sur lesquels figurent les numéros d'enregistrement rapportés sur le plan général de stockage.

#### **ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 et L541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **ARTICLE 5.1.6. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **ARTICLE 5.1.7. TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets, dangereux ou non, respectent les dispositions des articles R541-49 à R541-64 et R541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ,dangereux ou non, ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **ARTICLE 5.1.8. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Nature des déchets
<b>Déchets non dangereux</b>	Boues accumulées en fond du bac enterré de 500m <sup>3</sup> où arrivent les eaux pluviales ayant ruisselé sur le site.
	Boues issues de la station de traitement des eaux (eaux issues du lagunage + eaux pluviales recueillies dans le bac enterré de 500m <sup>3</sup> )
	Déchets Industriels Banals engendrés par l'exploitation du site (papiers, cartons, bois, plastiques, verre, métal, etc).
	Matrice résiduelle issue du traitement.
<b>Déchets dangereux</b>	Cartouches de graisses, huiles, bombes aérosol, chiffons souillés engendrés par l'exploitation du site.
	Matrice résiduelle issue du traitement

### **TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

#### **CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

##### **ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

##### **ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINs**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R571-1 à R571-24 du code de l'environnement.

### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Périodes de jour - 7h à 22h - (sauf dimanches et jours fériés)	Périodes de nuit - 22h à 7h - (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore maximal admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60dB(A)

### ARTICLE 6.2.3. GESTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

1. L'exploitant applique une ou plusieurs techniques indiquées ci-dessous.

Technique		Description	Applicabilité
a	Mesures opérationnelles	Cela inclut des techniques telles que : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'inspection et la maintenance des équipements;</li><li>- la fermeture des portes et des fenêtres des zones confinées, si possible ;</li><li>- l'utilisation des équipements par du personnel expérimenté ;</li><li>- le fait d'éviter les activités bruyantes pendant la nuit, si possible ;</li><li>- des mesures pour limiter le bruit lors des opérations de maintenance, de circulation, de manutention et de traitement.</li></ul>	Applicable d'une manière générale.
b	Équipements peu bruyants	Cette technique peut concerner notamment les moteurs à transmission directe, les compresseurs, les pompes et les torchères.	

	Technique	Description	Applicabilité
c	Localisation appropriée des équipements et des bâtiments	La localisation appropriée des équipements et des bâtiments réduit les niveaux sonores en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur, en utilisant des bâtiments comme écrans antibruit et en déplaçant les entrées ou sorties du bâtiment.	Dans le cas des unités existantes, le déplacement des équipements et des entrées/sorties du bâtiment peut être limité par le manque de place ou par des coûts excessifs.
d	Équipements de protection contre les émissions sonores et les vibrations	Cela inclut des techniques telles que : - réducteurs de bruit ; - isolation acoustique et anti-vibration des équipements ; - confinement des équipements bruyants ; - insonorisation des bâtiments.	Dans le cas des unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par des contraintes de place.
e	Réduction des émissions sonores	La mise en place d'obstacles entre les émetteurs et les récepteurs (par exemple, murs antibruit, remblais et bâtiments) permet de limiter la propagation du bruit.	Applicable uniquement aux unités existantes. La mise en place d'obstacles peut être limitée par un manque de place. En cas de traitement des déchets métalliques en broyeur, cette technique est applicable dans les limites des contraintes liées au risque de déflagration dans les broyeurs.

2. L'exploitant d'une installation pouvant impacter ou ayant impacté des zones sensibles établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit et des vibrations comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances ;
- un protocole de mise en œuvre de la surveillance des émissions sonores et des vibrations ;
- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux épisodes de bruit et de vibrations signalés (par exemple, dans le cadre de plaintes) ;
- un programme de réduction des émissions sonores et des vibrations visant à en déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

#### ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

## **ARTICLE 71.2. ETAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 71.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

## **ARTICLE 71.4. CONTRÔLE DES ACCÈS**

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

## **ARTICLE 71.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

## **ARTICLE 71.6. ÉTUDE DE DANGERS**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

## **ARTICLE 71.7. CANALISATIONS DE TRANSPORT DE FLUIDES**

Les canalisations transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique ou chimique des fluides qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

## **ARTICLE 71.8. ÉMISSIONS RÉSULTANT D'ACCIDENTS/INCIDENTS**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes.

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation des sources de risques conformément à l'étude de dangers. Les équipements de contrôle sont maintenus en bon état, repérables et facilement accessibles.

Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité.

Des procédures sont prévues permettant de détecter ces incidents et accidents, d'y réagir et d'en tirer des enseignements.

L'exploitant tient un registre dans lequel sont consignés la totalité des accidents, incidents, ainsi que les modifications des procédures et le résultat des inspections.

## **CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

### **ARTICLE 7.2.1. COMPORTEMENT AU FEU**

Sans objet.

### **ARTICLE 7.2.2. CHAUFFERIE(S)**

Sans objet.

### **ARTICLE 7.2.3. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

#### **Article 7.2.3.1. Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend, par « accès à l'installation », une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

### **ARTICLE 7.2.4. DÉSENFUMAGE**

Sans objet.

### **ARTICLE 7.2.5. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre normalisés NFS 61.213 et 62.200 implanté à l'entrée du site. Ce poteau doit être en mesure d'assurer un débit de 60 m<sup>3</sup>/h minimum, pendant au moins 2 heures, sous un bar de pression minimum ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures couvertes et sur les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.



## **CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **ARTICLE 7.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

### **ARTICLE 7.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

## **CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **ARTICLE 7.4.1. RÉTENTIONS ET CONFINEMENT**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- 50 % de la capacité totale des fûts dans le cas de liquides inflammables ;
- 20 % de la capacité totale des fûts dans les autres cas ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque cette dernière est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages qui sont à l'air libre, les rétentions sont vidées, dès que possible, des eaux pluviales s'y versant.

**IV.** Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

**V.** Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est assuré par le bac de rétention enterré de 500 m<sup>3</sup> où aboutit le réseau de collecte des eaux pluviales du site.

Ce bac de rétention n'est équipé d'aucun orifice de vidange en partie basse, les eaux qu'il contient étant reprises par pompage. Il convient en conséquence, lorsque ce bac reçoit des eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, que des dispositions soient prévues pour neutraliser le système de pompage.

Les eaux d'extinction collectées ne peuvent être rejetées que dans des conditions conformes au présent arrêté (leur qualité permet de les traiter correctement dans la station d'épuration du site) ou sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

### **ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX**

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1, et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

### **ARTICLE 7.5.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **ARTICLE 7.5.5. EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**

L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :

- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;
- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;
- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.

L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.

### **CHAPITRE 7.6 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES LIÉES AU CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT SOUS LE RÉGIME DE L'AUTORISATION AVEC SERVITUDES**

Sans objet.

### **CHAPITRE 7.7 SUBSTANCES RADIOACTIVES**

Sans objet.

---

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 ÉPANDAGE**

Sans objet.

### **CHAPITRE 8.2 PRÉVENTION DE LA LÉGIONNELLOSE**

Sans objet.

### **CHAPITRE 8.3 EXPLOITATION DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT/TRANSIT/ TRI DE DÉCHETS**

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent uniquement aux déchets reçus sur le site en transit ou pour y être traités/triés en vue de leur valorisation ultérieure ou, à défaut, en vue de leur élimination.

#### **ARTICLE 8.3.1 DÉCHETS ENTRANT DANS L'INSTALLATION**

##### **Article 8.3.1.1. Déchets autorisés**

Les seuls déchets susceptibles d'être admis sur le site sont des matériaux minéraux valorisables (terres, sols, gravats, sédiments, boues, terres et cailloux, déchets minéraux de balayage, etc). Ces déchets sont classés non dangereux.

L'apport de déchets considérés comme dangereux au sens de l'article 2 du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, ou des réglementations qui pourraient le remplacer, est interdit.

##### **Article 8.3.1.2. Origine géographique des déchets susceptibles d'être admis sur le site**

Peuvent être admis sous réserves du respect des prescriptions du présent arrêté et le cas échéant de la réglementation concernant les transferts transfrontaliers, les déchets en provenance :

- en priorité de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;
- des régions Occitanie, Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes ;
- des pays étrangers suivants :

Principauté de Monaco ;

Principauté d'Andorre ;

Espagne ;

Italie ;

Malte ;

Tunisie

Algérie ;

Maroc ;

Gibraltar (territoire britannique d'outre-mer).

Avant chaque importation de déchets non dangereux provenant des pays étrangers susvisés, l'exploitant adresse, dans les mêmes délais que les demandes concernant les transferts transfrontaliers, à l'inspection des installations classées une fiche d'information rédigée spécialement à cet effet.

Cette fiche permet de comprendre à minima les informations suivantes sur les déchets :

- type et caractérisation (analyses préalables) ;
- volume/tonnage importé ;
- capacité de traitement disponible après l'importation envisagée ;
- estimation des volumes envoyés dans les différentes filières de gestion des déchets après traitement (valorisation, installation de stockage de déchets) ;
- identité des exutoires de déchets après traitement (déchets valorisés, refus de tri) et copie des Certificats d'Acceptation Préalable délivrés par ces derniers.

L'importation des déchets en provenance des pays étrangers est conditionnée à l'accord de l'inspection des installations classées après analyse de la fiche d'information susvisée.

Les limitations d'origine géographique ci-dessus ne s'appliquent pas aux déchets qui viendraient sur le site dans le cadre de programmes de Recherche et Développement.

## **ARTICLE 8.3.2. GESTION ET CONTRÔLE DES DÉCHETS**

### **Article 8.3.2.1. Principes généraux**

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation conformément à l'article 8.3.1.1 du présent arrêté. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

Si les déchets entrent dans le cadre des déchets admissibles au sens du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.

### **Article 8.3.2.2. Information préalable à l'admission des déchets**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable dite « fiche d'identification du déchet » indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- les résultats analytiques portant sur les paramètres suivants :
  - sur brut : COT (carbone organique total), BTEX, PCB, hydrocarbures totaux, HAP ;
  - sur éluat : métaux (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Se, Zn).

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Aucun lot de déchets ne pourra être pris en charge sur le site s'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'admission préalable consistant pour l'exploitant du site à demander au producteur du lot de déchets de remplir une « *fiche d'identification du déchet* » comportant au minimum les informations visées ci-avant.

Si, au vu des éléments d'information que lui a fourni le producteur du lot de déchets, notamment au travers de la « *fiche d'identification du déchet* » précitée, l'exploitant du site considère qu'il peut prendre en charge ce lot de déchets, il établit un certificat d'acceptation préalable qu'il remet au producteur du lot de déchets.

En cas de refus d'un lot, le motif du refus est consigné dans un registre de refus d'admission qui comporte a minima les informations suivantes :

- nature et volume du chargement ;
- nom du détenteur des déchets ;
- raison du refus d'admission des déchets.

Pour les déchets pris en charge sur le site dans le cadre des travaux scientifiques et de Recherches et Développement, il appartient à l'exploitant du site d'adapter la procédure d'admission préalable à la spécificité de ces activités.

#### **Article 8.3.2.3. Modalités de gestion des déchets**

Compte tenu de la nature des déchets susceptibles d'être admis sur le site, ceux-ci font l'objet d'une gestion par lots réalisée notamment à partir des opérations suivantes :

- Admission des déchets reçus sur la base d'analyses réalisées en laboratoire ;
- Constitution de lots à savoir l'assemblage (a) de lots de même nature ;
- Traitement (tri granulométrique, biotraitement, etc..) permettant la constitution de produits valorisables et non valorisables ;
- Analyse en laboratoire des produits valorisables ;
- Regroupement et/ou assemblage des produits valorisables ;
- Commercialisation des produits valorisables et élimination des déchets ;

(a) L'assemblage est défini comme la mise en contact entre le déchet et d'autres déchets. Il est possible à l'issue de l'admission des matériaux et/ou à l'issue du traitement et selon le processus décrit ci-après :

Les règles suivantes sont scrupuleusement suivies :

- ✓ Interdiction de procéder à l'assemblage de lots de matériaux à l'admission ou après traitement avant leur caractérisation analytique.
- ✓ L'assemblage de lot à l'admission sur le CPEM n'est possible que pour des pollutions de même nature (même typologie de pollution et respectant les mêmes critères qualitatifs au regard de la décision 2003/33/CE du 19/12/2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe II de la directive 1999/31/CE) ;
- ✓ L'assemblage de lots à l'admission présente un intérêt pour la qualité du traitement mais ne constitue pas une dilution de l'un des lots de déchet ;
- ✓ La traçabilité des déchets est renforcée par un suivi numérique des lots de réception et de production. Un numéro unique est attribué à chaque lot. La composition de celui-ci peut toujours être retrouvée à l'aide du logiciel de traçabilité du CPEM. Ce programme affiche clairement les numéros de lots assemblés dans un lot de réception ou de production et leurs tonnages respectifs. L'emplacement des lots est clairement indiqué sur le plan de stockage du CPEM.

#### **Article 8.3.2.4. Contrôle et enregistrement des déchets entrants**

Au moment de l'entrée d'un déchet dans le site, l'exploitant :

- S'assure que le déchet qui lui est livré est conforme à celui décrit dans la « *fiche d'identification du déchet* » qui a été établie par le producteur et que ce déchet fait bien l'objet d'une acceptation de prise en charge de sa part ;
- Réalise un contrôle visuel du type de déchet reçu afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées ;

- Enregistre les informations ci-après :
  - date d'entrée du déchet dans le site ;
  - identité du producteur (nom, adresse) ;
  - lieu exact de production du déchet (ou information équivalente telle que l'identification du chantier ou de l'opération à l'origine de la production du déchet) ;
  - nature du déchet (voir art 8.3.2 ci-avant) ;
  - quantité de déchet apportée. L'exploitant dispose à ce titre d'un moyen de pesée à l'entrée de l'installation ;
  - identité du transporteur (nom, adresse) et mode de transport (barge ou route) ;
- Etablit systématiquement un bordereau de réception contenant les informations ci-dessus dont un exemplaire est remis à l'apporteur des déchets ou adressé au producteur.

Le chargement doit avoir lieu dans la zone désignée, en présence du responsable de chantier ou de son adjoint. Le lot est ensuite soumis à un contrôle à l'entrée suivant une procédure interne au CPEM.

Les lots sont stockés sur le CPEM au cours des phases suivantes :

- La phase de (pré)-acceptation jusqu'à ce que le traitement soit décidé ;
- En attente de traitement ;
- En attente d'évacuation.

Le stockage des matériaux minéraux valorisables en attente de traitement ou d'évacuation fait l'objet d'un registre de stockage. Le CPEM veille à ce que les différents lots stockés soient bien séparés.

Un registre de stockage est tenu à jour quotidiennement et indique l'emplacement de chaque lot, qu'il soit en attente de traitement, en traitement ou en attente d'évacuation.

### **ARTICLE 8.3.3. ENTREPOSAGE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS DANS L'INSTALLATION**

#### **Article 8.3.3.1. Stockage**

Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des odeurs...).

Les lots de matériaux sont identifiés par des panneaux sur lesquels figurent les numéros d'enregistrement rapportés sur le plan général de stockage.

#### **Article 8.3.3.2. Compatibilité des déchets avant de les assembler**

Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les assembler, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur regroupement ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

#### **Article 8.3.3.3. Formation de lots de production**

Afin de vérifier si les lots peuvent être regroupés, une attention particulière est portée sur les analyses d'entrée.

Le regroupement des lots est autorisé uniquement pour des lots dont le traitement est identique. Toute dilution est interdite (mélange de terre décontaminée à une terre nécessitant un traitement biologique, etc.).

Il est possible de regrouper deux lots ou diviser un lot en plusieurs lots de production si pour des questions pratiques le traitement du lot n'est pas réalisable en une fois.

Pour diviser un lot en lots de production, une séparation physique des lots de production est effectuée, chaque lot de production fait alors l'objet d'un contrôle analytique.

Pour vérifier si des lots peuvent être regroupés, les critères suivants sont appliqués :

- Traitement prévu ;
- Nature du lot excavé ;
- Volume du lot.

Si deux ou plusieurs lots sont regroupés ou divisés, cela fait l'objet d'un enregistrement dans le registre de production et dans le logiciel dédié à cet effet.

Par lot de production, un seul registre de production est réalisé même si le lot de production n'est composé que d'un lot.

Le lot de production se voit attribuer un numéro logique dans le logiciel susvisé selon un numéro d'ordre défini par le CPEM.

Un dossier de production est établi pour chaque lot de production, même si celui-ci n'est composé que d'un seul lot.

Le responsable d'exploitation note chaque traitement des lots de matériaux minéraux valorisables dans le rapport journalier.

Ce rapport est archivé dans le registre de production qui indique :

- quand le traitement a été exécuté ;
- sur quel(s) lot(s) il a été appliqué ;
- le type de traitement réalisé ;
- le nombre de machinistes ayant intervenu au cours de l'opération ;
- les types de machine utilisés ;
- les remarques éventuelles.

#### **Article 8.3.3.4. Tri des déchets solides entrants**

Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :

- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;
- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;
- la séparation en fonction de la densité , par exemple par classification aéraulique, ou, au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;
- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.

#### **Article 8.3.3.5. Optimisation des lieux de stockage**

Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :

- lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ;
- lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé ;
- les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ;



- les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ;
- les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.

S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.

#### **Article 8.3.3.6. Opérations de manutention et transfert**

L'exploitant instaure des procédures de manutention et de transfert pour la manutention des déchets et leur transfert vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Ces procédures doivent décrire les opérations de manutention et de transfert des déchets et indiquer qu'elles seront validées avant exécution et vérifiées ensuite et qu'elles sont exécutées par un personnel compétent, y compris par le personnel d'une entreprise extérieure.

Ces procédures doivent préciser les mesures prises pour éviter, détecter ou atténuer les déversements accidentels. Si l'installation procède à des assemblages de déchets, l'exploitant met en place des dispositions de prévention et de réduction des émissions et des réactions liées à l'assemblage.

Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques associés et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et leur incidence sur l'environnement.

#### **Article 8.3.3.7. Contrôle et enregistrement des déchets sortants**

Au moment de l'évacuation d'un déchet du site (qu'il s'agisse de déchets valorisables ou non) l'exploitant :

- S'assure que le déchet qu'il va expédier ira bien dans une installation régulièrement autorisée à le recevoir (pour le valoriser ou le traiter) ;
- Enregistre les informations ci-après :
  - date de sortie du déchet du site ;
  - identité du destinataire du déchet (nom, adresse et adresse de l'installation de destination si différente de celle du destinataire) ;
  - nature du déchet et type de destination (valorisation en l'état, installation de traitement complémentaire, élimination) ;
  - lieu exact de production (ou information équivalente telle que l'identification du chantier ou de l'opération à l'origine de la production du déchet) ;
  - quantité de déchet enlevée ;
  - identité du transporteur (nom et adresse) et mode de transport.

#### **Article 8.3.3.8. Tenue à disposition des autorités de contrôle des informations sur les matériaux minéraux valorisables entrants et sortants**

L'ensemble des pièces et informations visées aux articles 8.3.6.2 à 8.3.6.4 ci-dessus sont conservées par l'exploitant du CPEM pendant une durée minimale de 5 ans et doivent pouvoir être présentées à l'Inspection des installations classées à tout moment sur simple demande de sa part.

Il est établi pour chaque lot de déchets pris en charge un bilan indiquant :

- La masse totale du lot de déchets pris en charge ;
- La masse de déchets du lot qui, après traitement sur le site, est sortie du site :
  - pour être valorisée en l'état ;
  - pour faire l'objet d'un traitement complémentaire dans une autre installation en vue d'une valorisation ;
  - pour être éliminée (mise en décharge).

Les masses de déchets prises en charge et sortant du site peuvent ne pas être égales compte tenu des différences de teneur en eau entre les déchets entrants et les déchets sortants).

L'exploitant réalise un bilan annuel présentant :

- Le taux des matériaux minéraux valorisables réutilisés pour de nouveaux chantiers ainsi que la justification de leur caractère valorisable ;
- Le taux des matériaux minéraux valorisables dirigés vers un centre de valorisation dont il précisera le nom, la localisation et les conditions d'expédition des déchets, ainsi que la caractérisation des déchets expédiés ;
- Le taux des matériaux minéraux valorisables dirigés vers une installation de stockage de déchets dont il précisera le nom, la localisation et les conditions d'expédition des déchets, ainsi que la caractérisation des déchets expédiés.

Les installations du CPEM concourent à l'atteinte de l'objectif réglementaire de la valorisation de plus de 70% des déchets inertes et non inertes issus de chantiers du BTP mesurés en masse dès 2020.

Une performance minimale de tri pourra être fixée, par modification du présent arrêté, aux installations de tri et de valorisation du CPEM, tenant compte des performances de valorisation matières obtenues en amont par les producteurs de déchets.

Ce bilan doit permettre de justifier le taux de valorisation des déchets admis sur le CPEM.

Un bilan triennal est également réalisé pour les déchets provenant des pays étrangers mentionnés à l'article 8.3.1.2 du présent arrêté.

Ces bilans sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées avant le 30 mars.

#### **ARTICLE 8.3.4 CARACTÉRISTIQUES DIMENSIONNELLES**

Sans préjudice de la limitation de la masse de déchets figurant à l'article 1.5.10 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets (en attente de traitement, en cours de traitement ou traités) susceptibles d'être présentes sont limitées à :

- 11 500 m<sup>3</sup> dans le bassin de lagunage ;
- 15 000 m<sup>3</sup> sur la zone de traitement et de stockage temporaire de 5 833 m<sup>2</sup>.

La quantité annuelle de déchets pouvant être traitée par l'installation est limitée à 160.000m<sup>3</sup>/an soit 240.000t/an.

#### **ARTICLE 8.3.5 IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT**

##### **Article 8.3.5.1 Description des différentes zones constituant le site**

1) Zone d'accostage de 365 m<sup>2</sup> permettant la réception des MPS (Matériaux Primaires Sédiments) ou leur évacuation, ainsi que celle des MTP (Matériaux Primaires Terres), après que ceux-ci ont fait l'objet d'un traitement sur le site, par voie maritime. La réalisation de cet aménagement nécessitera d'effectuer les démarches administratives nécessaires notamment au regard de la police de l'eau, car ses conséquences environnementales n'ont pas été traitées dans le dossier de la demande d'autorisation au titre des ICPE;

2) Zone de circulation de 8 011m<sup>2</sup> correspondant à l'ensemble des voies de circulation du site ;

3) Zone de lagunage actif de 12530 m<sup>2</sup> permettant un prétraitement (criblage, déshydratation) des MPS (Matériaux Primaires Sédiments) ;

4) Zone de traitement et de stockage temporaire de 5833 m<sup>2</sup> permettant :

- de stocker les lots de MPS pelletables issus de la zone de lagunage ;
- de transformer les MPS en matériaux alternatifs ou éco-matériaux ;
- de traiter les MPT (Matériaux Primaires Terres) par voie biologique ;

- d'accueillir la zone d'installations mobiles composées de matériels et de machines de traitement permettant de réaliser les divers traitements suivants :

- séparation granulométrique (crible, cyclonage, hydrocyclonage) ;
- déshydratation (filtre presse) ;
- traitement par immobilisation (ajout d'adjuvants (chaux vive, ciment notamment) en vue de fixer une série d'agents contaminants contenus dans les MPS ou MPT).

5) Zone de traitement des eaux de 895 m<sup>2</sup> où se trouve l'unité de traitement des eaux de l'ensemble du site ;

6) Zone scientifique et expérimentale de 2078 m<sup>2</sup> destinée à accueillir les travaux de Recherches et Développements scientifiques sur le thème du dragage, du traitement et de la valorisation de sédiments. Sur cette zone se trouve la base vie du site (297 m<sup>2</sup>) ainsi que la zone prototypes de plots béton (93 m<sup>2</sup>) ;

7) Zones prototypes de 8007 m<sup>2</sup> destinée à accueillir les expérimentations du programme de recherches et développements SEDIMED où seront réalisés des ouvrages expérimentaux prototypes d'échelle 1 à partir de MPS. Ces zones se composent :

- de la zone prototype éco-modelé paysager (3034 m<sup>2</sup>) (a) ;
- de la zone prototype grave routière (834 m<sup>2</sup>) ;
- de la zone prototype reprofilage de berge (4046 m<sup>2</sup>) ;
- de la zone prototype de plot béton (93 m<sup>2</sup>).

*(a) Cette zone, lorsqu'elle ne sera pas utilisée à cette fin, pourra être utilisée aux mêmes fins que la zone de traitement et de stockage temporaire visée au point 4) ci-dessus.*

### **Article 8.3.5.2 Prévention de la pollution des eaux**

Le sol des différentes zones, exceptée la zone prototype reprofilage de berge, constituant le site, telles que décrites à l'article 8.3.5.1 ci-dessus, est étanche et conçu de façon à pouvoir collecter les eaux (de process ou pluviales) y ruisselant afin de les diriger vers le bac de rétention enterré de 500 m<sup>3</sup>.

---

## **TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1. INVENTAIRE**

L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :

a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;

b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :

a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;

b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;

c) Les données relatives à la biodégradabilité ;

**3.** Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :

a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;

b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;

c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;

d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

#### **ARTICLE 9.1.2. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

a) Sur la base de l'inventaire décrit ci-avant, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du système de traitement de déchets ;

b) L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées remplir ces critères.

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit, dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### **ARTICLE 9.1.3. MESURES COMPARATIVES**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Toutefois, si l'exploitant opte, pour la réalisation de son programme d'autosurveillance décrit à l'article 9.1.1 ci-dessus, de faire appel à un organisme extérieur répondant aux conditions ci-dessus, l'exigence de faire procéder à des mesures comparatives n'a plus lieu d'être.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

## CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

### ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Sans objet.

### ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Sans objet.

### ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

#### Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

**9.2.3.1.1. Eaux résiduares après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur n° 1 (cf. repérage du rejet à l'article 4.3.5)**

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de prélèvement	Périodicité de la mesure
Débit	Mesure en continu avec enregistrement	
pH		
Température		
MEST		
COT		
Azote global	Ponctuel (1)	- mensuel ou en cas de dépassement des seuils mesurés en continu (cf aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté)
Phosphore Total		
Hydrocarbures totaux (HCT), Arsenic, Plomb, Cuivre, Chrome, Nickel, Zinc, Mercure, Cadmium, Fer, Aluminium		
HAP, PCB, TBT, DBT, MBT		

(1) Pour l'application de cette périodicité, il est précisé :

- que la mesure journalière n'a pas lieu d'être réalisée les jours où il n'y a pas de rejet ;
- que, pour les week-ends ou les jours fériés, s'il y a des rejets, la mesure journalière s'entend comme une mesure réalisée sur un échantillon prélevé entre le dernier jour ouvré précédant ces périodes et le premier jour ouvré les suivant, ce qui correspond à une mesure réalisée sur un échantillon représentatif de plusieurs jours de rejet.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2.sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit, pH, MEST, COT, Azote global, Phosphore total, HC, As, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Hg, Cd, Fe, Al, HAP, PCB, TBT, DBT, MBT	Trimestrielle

#### **9.2.3.1.2 Eaux domestiques issues du rejet vers le milieu récepteur n° 2 (cf. repérage du rejet à l'article 4.3.5)**

Les mesures se font sur demande l'inspection des installations classées et portent sur les paramètres qu'elle fixe.

### **ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES**

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est mise en place. À cette fin, un réseau de puits de contrôles (piézomètres) est constitué a minima :

- En amont hydraulique du site ; 1 puits implanté ;
- A l'aval hydraulique du site : 2 puits implantés.

Deux fois par an au moins, une fois en période de hautes eaux et une fois en période de basses eaux :

- Le niveau de chaque puits est mesuré, cette mesure devant se faire sur des points nivelés afin de permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines;
- Des prélèvements d'échantillons représentatifs de l'eau présente dans la nappe sont réalisés au niveau de chaque puits.

Les prélèvements doivent être réalisés conformément aux normes applicables au moment où ils sont réalisés. A ce jour il s'agit de la norme « Prélèvement d'échantillons – Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 », et, de manière plus détaillée, le document AFNOR FDX31-615 de décembre 2000).

Les paramètres à analyser sur les échantillons prélevés sont les suivants :

- pH ;
- Température ;
- Métaux (Baryum, Cadmium, Cuivre, Manganèse, Mercure, Nickel, Plomb) ;
- Arsenic ;
- Somme des 6 Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (Fluoranthène, Benzo(b) fluoranthène, Benzo (a) pyrène, Benzo (g, h, i) périlène, Indénol (1,2, 3 – cd) pyrène, Benzo (k) fluoranthène) ;
- BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène) ;
- Hydrocarbures totaux C10-C40.

Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées qui peut demander à ce qu'ils lui soient adressés.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée par l'exploitant, celui-ci informe sans délai l'inspection des installations classées et met en place un plan d'action et de surveillance renforcé.

## **ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS**

### **Article 9.2.5.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets**

L'autosurveillance des déchets, visée au titre 5 du présent arrêté, est assurée par la tenue du registre chronologique prévu par la réglementation (cf. l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement, qui, au jour de la rédaction du présent arrêté, constitue la réglementation sus mentionnée).

Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées qui peut demander à ce qu'une copie lui soit adressée.

## **ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DE L'ÉPANDAGE**

Sans objet.

## **ARTICLE 9.2.7. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

### **Article 9.2.7.1. Mesures périodiques**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

## **CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en place, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

### **ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES**

Les résultats de l'autosurveillance des eaux résiduelles définie à l'article 9.2.3 du présent arrêté sont conservés par l'exploitant pendant au moins 6 ans et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Celle-ci peut demander à l'exploitant qui ces résultats ou une partie de ceux-ci lui soient adressés.

### **ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES DECHETS**

Les résultats de l'autosurveillance des déchets définie à l'article 9.2.5 du présent arrêté sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Celle-ci peut demander à l'exploitant que ces résultats ou une partie de ceux-ci lui soient adressés.

### **ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE LA SURVEILLANCE DE L'EPANDAGE**

Sans objet.

### **ARTICLE 9.3.5. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisés en application de l'article 9.2.7 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

### **ARTICLE 9.3.6. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES**

Les résultats de l'autosurveillance des effets sur les eaux souterraines sont conservés par l'exploitant jusqu'à la cessation définitive de l'exploitation du site et tenus à disposition de l'inspection des installations classées qui peut demander à ce qu'ils lui soient adressés.

## **CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES**

Sans objet.

---

## **TITRE 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION**

---

### **CHAPITRE 10.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS, PUBLICITÉ ET EXÉCUTION**

#### **ARTICLE 10.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.  
Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- Par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés, dans un délai de 4 mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de l'installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 10.1.2. PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de La Seyne-sur-mer et peut y être consultée.
- L'arrêté est affiché à la mairie de La Seyne-sur-mer, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 10.1.3. EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, la maire de La Seyne-sur-Mer, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, au directeur départemental des territoires et de la mer, au directeur général de l'agence régionale de santé (délégation départementale du Var), au directeur départemental des services d'incendie et de secours ainsi qu'au président de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée.

Fait à Toulon, le - 6 NOV. 2020

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général  
Serge JACOB

Annexe : 1 fiche GP/DT

## Message d'information sur accident/ou incident

Date et heure du message :

Révision de la fiche : n°

<b><u>Destinataires :</u></b> DRIRE..... Préfet (Cabinet)..... SIRACEDPC..... Mairie..... CHSCT.....		<b><u>Autres Destinataires :</u></b>     																									
Usine : ..... Unité : ..... Commune : .....		Jour de l'incident : ..... Heure : .....																									
<b><i>Echelle de classement G/P de l'accident ou incident / Indices d'évolution</i></b>																											
<b><u>Niveau de Gravité G :</u></b> <input type="checkbox"/> <b>G 0 : Opération ou événement d'exploitation</b> <input type="checkbox"/> <b>G 1 : incident mineur d'exploitation</b> Sans conséquence sur le personnel Peu de potentialité de risque – Pas ou peu de conséquence sur l'environnement Peu de dégâts matériels. <input type="checkbox"/> <b>G 2 : Incident notable d'exploitation</b> Importante potentialité de risque et/ou avec conséquence sur le personnel et/ou avec conséquence sur l'environnement – et/ou avec conséquence sur le matériel. <input type="checkbox"/> <b>G 3 : accident grave d'exploitation</b> Avec conséquence sur le personnel et/ou l'environnement – et/ou le matériel <input type="checkbox"/> <b>G 4 : Accident majeur</b> Avec conséquences ou potentialité de conséquences graves à l'extérieur		<b><u>Niveau de Perception P :</u></b> <input type="checkbox"/> <b>P 0</b> : Pas de perception à l'extérieur <input type="checkbox"/> <b>P 1</b> : Peu de perception à l'extérieur du site <input type="checkbox"/> <b>P 2</b> : Forte perception à l'extérieur.  <b><u>Indice d'évolution</u></b> <input type="checkbox"/> <b>A</b> : Situation maîtrisée, intervention terminée, conséquences identifiées, pas de suite prévisible <input type="checkbox"/> <b>B</b> : Situation maîtrisée, intervention terminée ou en voie d'achèvement, conséquences en cours d'évaluation <input type="checkbox"/> <b>C</b> : situation évolutive, intervention en cours ou en préparation																									
<b><u>Constatations faites sur le terrain :</u></b>		<b><u>Classement de l'accident /incident : G      / P</u></b>																									
		<b><u>Indice d'évolution : A      B      C</u></b>																									
		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"><thead><tr><th style="width: 25%;">sans</th><th style="width: 25%;">peu</th><th style="width: 25%;">important</th><th style="width: 25%;">grave</th></tr></thead><tbody><tr><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td></tr><tr><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td></tr><tr><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td></tr><tr><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td></tr><tr><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td><td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td></tr></tbody></table>		sans	peu	important	grave	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
sans	peu	important	grave																								
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																								
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																								
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																								
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																								
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																								
<b><u>Produits Sévés</u></b> <b><u>impliqués :</u></b>		Nature : ..... Quantité Q : .....																									
<b><u>Description de l'incident :</u></b>																											
<b><u>Premières mesures prises :</u></b>																											
<b><u>Etat actuel de la situation :</u></b>																											
<b><u>Nom :</u></b>		<b><u>Signature :</u></b>																									
		<b><u>N° de téléphone :</u></b>																									